

L'espace dans la lutte contre la pauvreté au Québec: quel rôle dans les politiques régionales et dans les pratiques territoriales?

Paolo Molinari

doi: 10.7359/792-2016-molp

ABSTRACT

Le but principal de cet article est de mettre en évidence le rôle joué par l'espace dans les politiques régionales et dans les pratiques territoriales de lutte contre la pauvreté mises en place au Québec à différents échelons, du niveau provincial au niveau local. D'abord, on proposera une analyse de contexte rapide du phénomène de la pauvreté laquelle, avec la crise économique, est revenue rapidement à la surface et frappe même les sociétés des pays les plus développés, tels que le Canada. Ensuite, on essayera de saisir l'importance attribuée à l'espace dans le domaine de la lutte contre la pauvreté dans la "Belle Province". L'approche géographique est au cœur de cette réflexion pour les formes spatiales engendrées et pour les découpages territoriaux impliqués. Cette démarche nous permettra d'avancer des réflexions préliminaires sur la capacité sociale, économique et politique du Québec de faire face aux inégalités et à l'exclusion dans son territoire, ainsi que de vérifier s'il existe une voie locale originelle dans la poursuite de l'inclusion active.

Mots-clés: action locale, espace, géographie sociale, Québec, pauvreté.

1. ESPACES ET PARADOXES DES INÉGALITÉS AU QUÉBEC

Après un contrecoup initial, le Canada n'a pas subi les mêmes retombées de la crise internationale de 2008 qui avait mis en sérieuse difficulté, avec des modalités différentes, l'économie étatsunienne ainsi que celles

des principaux pays européens. Malgré cela, un mécanisme de production d'inégalités internes plutôt vigoureux semble avoir été déclenché. Après un grand effort de rattrapage par rapport aux valeurs moyennes nationales entre la deuxième moitié des années '90 du 20^e siècle et la crise de 2008, le Canada voit aujourd'hui augmenter les inégalités en son intérieur: en 2008 10% des familles les plus riches possédait 53% de la richesse totale (71% aux Etats-Unis, 55% en Allemagne, 42% en Italie 42%)¹.

On observe donc le paradoxe d'un pays en bonne santé économique, mais où les disparités augmentent (*Tab. 1*).

Ce mécanisme de production des inégalités semble encore sous contrôle, mais il pourrait montrer des effets lourds et diffus en cas de ralentissement de la croissance économique, en particulier dans les provinces où le système de protection sociale est moins généreux. De plus, on observe déjà une augmentation du chômage après la crise de 2008.

Tableau 1. – La pauvreté dans trois grands espaces continentaux.

Source: données Oecd et Eurostat 2010 (a: personnes au-dessous du 50% du revenu moyen équivalent; b: personnes au-dessous du 60% du revenu moyen équivalent national).

	CANADA	ÉTATS-UNIS	UNION EUROPÉENNE (27 PAYS)
Population (en millions)	34,4	308,7	501,1
Revenu moyen par habitant (\$ Usa)	39.669	46.381	34.700
Taux de pauvreté	11,4% (a)	17,3% (a)	16,4% (b)
Familles monoparentales pauvres	23,4%	31,6%	25,1%
Taux de pauvreté infantine	14,8%	21,6%	19% (2006)

Le Québec, quant à lui, montre aujourd'hui un profil socio-économique très différent par rapport à celui d'il y a cinquante ans. La croissance d'une forte identité régionale au cours des années soixante du XX^{ème} siècle (révolution tranquille et francisation de la société) a causé une perte de son poids économique au profit de l'Ontario et de Toronto et a développé, de la sorte, un lien plus fort entre l'économie canadienne et celle des États-Unis. Comme dans d'autres régions anciennement industrialisées de l'Amérique du Nord, suite à la crise du fordisme la "Belle Province" a connu une restructuration générale du système industriel qui aurait eu

¹ Voir aussi OECD 2008.

de fortes retombées économiques et sociales. À partir de ce moment-là, le Québec a dû multiplier ses efforts pour ne pas trop reculer dans la hiérarchie économique du pays et pour s'inscrire dans les nouveaux rapports mondiaux (Bunting, Filion, et Walker 2010; Gavinelli 2014).

Depuis les années 1980, le développement de nouveaux secteurs industriels en proximité des villes majeures du Québec produit une rupture des rapports spatiaux traditionnels entre centre et périphérie et crée un vigoureux étalement urbain, tandis que les quartiers péricentraux des villes doivent faire face à une perte d'emplois dramatique.

Les difficultés généralisées produites et l'augmentation de la pauvreté causée par la délocalisation industrielle et par la transformation du marché ont déclenché une réponse sociale importante. Cette réponse a poussé la Province et le gouvernement fédéral à lancer de nouvelles stratégies de développement économique, incluant aussi des projets de revitalisation des quartiers les plus touchés. Parmi les résultats le plus innovateurs de cette mobilisation il y a eu la création des Corporations de développement économique communautaire (CDEC), qui a constitué un point tournant pour le mouvement social à Montréal et au Québec (Fontan, Klein, et Lévesque 2003). Un autre résultat de grand intérêt concerne la revitalisation sociale des quartiers péricentraux des grandes villes à travers aussi un développement d'initiatives dans le domaine de l'économie de la connaissance, de la culture, de la créativité, de la valorisation historique et symbolique des centres-villes (Fontan, Klein, et Lévesque 2003).

Cette tension dynamique entre stratégies de développement économique et initiatives de contraste des inégalités apporte de bons résultats au niveau provincial pendant tous les années de croissance économique solide. Il est nécessaire de souligner qu'au Québec les personnes à faibles revenus ont diminué constamment au cours des quinze dernières années, réduisant de la sorte bonne partie du retard par rapport à l'Ontario et au reste du pays (*Tab. 2*)².

En 2013 le poids démographique québécois à l'intérieur de la fédération canadienne était de 23% environ (29% en 1951), tandis que sa part dans le produit intérieur brut du pays était d'à peu près 19%.

² Un certain nombre de lacunes en termes, par exemple, de PIB par habitant, de taux d'emploi et de chômage sont pourtant encore présentes (Lefèvre, Boismenu, et Dufour 2011).

Tableau 2. – Pourcentage de population à bas revenu (après impôts)
en Ontario, Québec et Canada.

Source: Statistique Canada, *Le revenu au Canada 2010*, Ottawa 2012,
<http://www.statcan.gc.ca/pub/75-202-x/2010000/tbl-fra.htm>.

	1995	2000	2005	2010
Ontario	12,4	10,8	10,3	8,8
Québec	17,6	14,8	11,7	10,0
Canada	14,5	12,5	10,8	9,0

Comme dans le reste du Canada, la croissance dans une économie libérale et les profondes transformations de la société québécoise ont produit des inégalités, qui deviennent un facteur de pauvreté dans la contemporanéité. On estime que 31% des personnes à bas revenu est *working poor*: dans cette catégorie, on trouve surtout des femmes, de jeunes immigrés et des habitants montréalais appartenant à des minorités visibles (Roy, Fréchet, et Savard 2008).

Aujourd'hui ces inégalités sont plus accentuées dans l'aire métropolitaine montréalaise, laquelle accueille plus de 70% de l'immigration annuelle provinciale et où se concentre plus du tiers (33,8%) des prestataires des programmes d'assistance sociale de la Province (Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 2011, 16). Notamment, la "capitale de la pauvreté au Canada" est l'île de Montréal, surtout dans sa partie nord-orientale francophone où l'on trouve de plus fortes concentrations de déprivation.

En général, ce sont les zones suburbaines internes des villes majeures du Québec, caractérisées par des logements populaires et de grands ensembles, qui accueillent les familles à faible revenu, notamment les minorités et les nouveaux immigrants. Souvent, l'isolement de ces quartiers par rapport au centre-ville, l'éloignement des principales lignes de transports collectifs et le manque de services et d'infrastructures disponibles aggrave l'exclusion sociale.

Plusieurs études sont d'accord pour ne pas reconnaître les traits caractéristiques de la ségrégation dans la province, même si un bon nombre de quartiers dans les villes québécoises présentent des concentrations de personnes économiquement défavorisées et des pourcentages de minorités visibles parfois supérieure à 70%, même en l'absence d'une minorité dominante (par exemple, les quartiers montréalais de Montréal-Nord, Saint-Léonard et Côte-des-Neiges).

Si en milieu urbain ce sont les zones péri-urbaines internes à accueillir les familles à faible revenu, en particulier les minorités et les nouveaux immigrants, en milieu rural et dans le Grand Nord québécois, en général, ce sont les bâtiments les plus vieux et les plus isolés qui accueillent, souvent en partage, les familles à faible revenu.

Dans l'ensemble des régions administratives du Québec, ce sont Montréal, le Nord-du-Québec, la Mauricie, l'Estrie, la Côte-Nord et la Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine qui enregistrent le plus de personnes à faible revenu, tandis que Chaudière-Appalaches, la Capitale-Nationale, le Saguenay / Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent occupent les positions les plus favorables (CEPE, 2012)³. En gros, donc, de poches de pauvreté considérables se concentrent dans le "cœur" et dans les périphéries de la vaste province québécoise. Certes, la concentration majeure en termes absolus des personnes dépourvues se trouve à Montréal, mais même le milieu rural et les périphéries le plus isolées accusent de fortes privations.

2. LES MOTS DE LA PAUVRETÉ

La pauvreté est un concept flou, difficile à définir du point de vue méthodologique; la littérature théorique et empirique sur ce concept est vaste, avec des nombreuses définitions qui expriment toujours un système de valeurs et un positionnement par rapport au phénomène en question (Ribardière et al. 2014). L'analyse spatiale de la pauvreté se révèle un projet sensible autant en termes de choix méthodologiques que d'état actuel d'accès aux données (Bonerandi et al. 2012).

La pauvreté nous montre son caractère multidimensionnel à travers de différentes considérations. Parmi les personnes les plus vulnérables, on trouve généralement les enfants et les personnes âgées, les familles nombreuses ou monoparentales, les personnes à faible niveau d'études, les inactifs. Toutefois, loin d'être réduite à des catégories sociales spécifiques et limitées, la pauvreté atteint des segments de plus en plus larges de la population, et ce, notamment en raison de la précarisation de l'emploi, du vieillissement démographique et du manque d'un réseau familial étendu. Pour cela, le paysage social est en train de changer profondément avec l'apparition d'une catégorie inédite, celle des "nouveaux pauvres" (parfois "cachés", car les indicateurs traditionnels ne parviennent pas à les identi-

³ Données 2009.

fier), et dans laquelle les pauvres “inclus” sont particulièrement nombreux. À cette catégorie appartiennent les *working poor* (les travailleurs pauvres); les travailleurs atypiques et les personnes qualifiées de la classe moyenne, que l’on croyait jusqu’alors “à l’abri” des risques de déclassement et de pauvreté; les immigrés; un nombre non négligeable d’individus et de familles auparavant épargnés par ce phénomène (même parmi les dirigeants, les managers et les industriels). Ces nouvelles pauvretés souvent liées à des accidents de la vie (licenciement, séparation, maladie) et peuvent être héritées, persistantes, récurrentes ou transitoires (Paugam 2008).

La situation générale a donc radicalement changé par rapport au passé. Le seuil de pauvreté remonte en amplifiant les inégalités sociales: tandis que les bénéfiques de la croissance économique sont partagés par peu d’individus, les coûts des périodes de récession, aggravés par le gel des transferts sociaux, sont à la charge de beaucoup. C’est une société “étirée” qui en découle, avec des extrêmes de plus en plus éloignés les uns des autres (Revelli 2010) et des effets qui s’inscrivent clairement dans le territoire, en faisant de la pauvreté une question sociale avec des implications spatiales très fortes.

À cela il faut ajouter une discontinuité historique parce que la marginalisation, étudiée depuis longtemps, causée par des processus socio-économiques à l’échelle locale ou régionale, peut même se transformer aujourd’hui en expulsion (Séguin 1998; Groulx 2011). Cela serait la conséquence des mécanismes néolibéraux privilégiant le profit maximum et oubliant le tissu économique local (Sassen 2013). L’expulsion serait donc une forme plus forte de malaise urbain qui peut toucher aux individus ou à des groupes d’individus et qui demande un rôle plus actif des collectivités locales.

L’exclusion sociale, de son côté, décrit à la fois une privation en termes de ressources minimales, d’accès aux services et de liens sociaux. Il s’en suit que l’exclusion sociale et la pauvreté sont des processus complexes exigeant des stratégies multifacettes qui visent à les contrer en s’y attaquant sur plusieurs fronts.

Les effets de ces phénomènes complexes provoquent aujourd’hui une augmentation des “effets de milieu”, responsables d’une production d’injustices territoriales dans les villes et dans le territoire du Québec. Cela est de plus en plus visible notamment dans le tissu urbain avec la multiplication des traces, des limites et des fractures, qui confèrent aux inégalités spatiales une dimension inédite. On observe, en effet, un accroissement des espaces marginalisés et une progression de la polarisation spatiale laquelle, à son tour, produit une distance sociale de plus en plus importante. Par contre, dans le milieu rural une plus grande dispersion de la pauvreté s’ajoute à

d'autres facteurs de risque: baisse démographique, isolement, faible niveau d'éducation et marché du travail limité (Bonerandi 2009, 138-139).

Stratégies multifacettes, "effets de milieu", concentration urbaine et dispersion rurale: voici l'ampleur des défis auxquels le rôle actif des collectivités locales est appelé à répondre aujourd'hui.

3. LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ: UN ENJEU SOCIO-TERRITORIAL

Dans une perspective géographique (Brun et Chauviré 1983; Séchet 1996; Pacione 2004; Bonerandi et Boulineau 2014), lorsque les disparités deviennent visibles dans les formes de l'habitat, elles risquent d'évoluer en de véritables disparités territoriales. En outre, les déséquilibres qui se matérialisent dans l'espace auront tendance à aiguïser la marginalité, à se reproduire et à répandre la déprivation en direction intergénérationnelle.

Plusieurs études (Wilkinson and Pickett 2009) soulignent qu'aujourd'hui le bien-être d'une société n'est pas lié à sa richesse matérielle, mais à ses inégalités internes. Il en découle qu'une société "étirée", avec des extrêmes de plus en plus éloignés les uns des autres et des effets qui s'inscrivent clairement dans le territoire, devient plus fragile.

Comme on l'a souligné dans des rapports spécifiques, on considère que "estimating the costs associated with poverty can also be understood as estimating the total economic value of increased production and higher quality of life that would accrue if poverty were eliminated" (National Council of Welfare 2011, 10). Selon l'approche des "capabilités" (Sen 1999), cela signifie qu'il devient stratégique pour tout pays développé d'agir en direction d'interventions visant à la valorisation du capital humain devenu vulnérable, visant à garantir des possibilités égales pour tous, un accès dynamique au marché du travail et à la jouissance d'une justice sociale. Dans le cadre des politiques sociales, on parle donc aujourd'hui d'inclusion active, un mélange complexe d'interventions matérielles et immatérielles, liées non seulement au niveau de richesse et à d'autres facteurs économiques.

Dans cette perspective, le Québec a beaucoup investi pour la mise en place de stratégies locales de lutte contre les inégalités. Cette réussite est aussi le résultat des parcours ouverts suite à des manifestations organisées par un mouvement d'inspiration populaire (*Le Collectif pour un Québec sans pauvreté*) né à Montréal à partir de 1998. Ce mouvement s'est battu en faveur de la réforme sociale capable de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et a fait démarrer un processus participatif. En particulier,

cette loi a proposé une définition de la pauvreté⁴ et la création de structures ad hoc et financièrement indépendantes pour régler le problème à long terme, sans influences politiques. En outre, elle fixe des objectifs pour les décennies à venir, qui devront être vérifiés par l'application d'indicateurs spécifiques et l'implication constante des conseils consultatifs. En 2004, on a ensuite adopté un premier plan d'action provincial plurianuel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et on en a approuvé un deuxième pour la période 2010-2015, qui accorde une attention particulière aux interventions territoriales⁵.

De façon spécifique, nous allons focaliser deux des efforts envisagés par le gouvernement provincial pour mettre en place des dispositifs visant à lutter contre la pauvreté. Premièrement, l'adoption d'une stratégie provinciale globale ayant le but de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale des individus, basée sur une série d'interventions et d'attentions à l'éducation spéciale, à l'éducation permanente et à la misère urbaine, qui ont produit jusqu'ici des résultats appréciables⁶. Ces éléments sont importants pour l'accès au marché du travail et pour l'aspiration à des emplois plus qualifiés. Deuxièmement, on trouve les aides aux territoires. Sur ce sujet, au Canada les collectivités territoriales du Québec se distinguent en positif pour avoir assumé l'inclusion sociale et la qualité de vie, urbaine et rurale, comme des facteurs dépendants de l'existence d'un pacte social ciblé, en général, sur la possibilité pour tous de bénéficier des mêmes opportunités et d'une justice sociale.

Ce sont notamment les investissements sur les grandes villes à être considérés comme très importants en tant que moteurs de l'innovation technologique et sociale et pivots du développement économique régional, voire national. En même temps, toutefois, les villes sont aussi devenues les lieux où les inégalités se manifestent d'une façon plus cruelle (Painter and Jeffrey 2009; Sassen 2013).

⁴ L'article 2 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* du 13 décembre 2002 conçoit la pauvreté comme "la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique ou pour favoriser son intégration et sa participation à la société".

⁵ En 2016 des consultations ministérielles ont été ouvertes en vue du troisième plan d'action gouvernemental.

⁶ À ce propos on peut mentionner, par exemple, la *Prestation fiscale provinciale pour enfants* et le *Service de garderie*, services qui ont contribué à baisser le taux de pauvreté chez les mères seules.

Dans cette direction, parmi les autres initiatives mises en place en faveur de la cohésion territoriale, on trouve des projets de Revitalisation urbaine intégrée (RUI), véritables catalyseurs de l'engagement communautaire à l'amélioration durable et multisectorielle des conditions de vie dans les zones de forte nécessité. Ces projets nécessitent de la participation des acteurs publics et privés, mais comptent aussi sur le rôle joué par les citoyens et par les comités locaux dans la détection et résolution des problèmes les principaux et dans l'étude des interventions possibles. Donc, il faut pour cela une grande densité d'acteurs, typique du milieu urbain. Des dizaines de projets de revitalisation urbaine intégrée ont déjà été réalisés ou activés dans de nombreux quartiers de plusieurs villes parmi les majeures du Québec, notamment à Montréal (dans les zones les plus marginalisées tels que les Arrondissement de Montréal-Nord, Saint-Léonard, Côte-des-Neiges et Saint-Michel) et Gatineau (*Fig. 1*).



Figure 1. – Sur l'Avenue Victoria à Montréal, qui montre des fortes minorités visibles, on lutte contre la pauvreté et on redynamise le quartier avec des projets de jardins communautaires.



Des expériences de laboratoire communautaire sont menées parallèlement dans des collectivités rurales (Doyon et Deroo 2014), parce que le fait d’habiter une petite région (moins de 30.000 habitants) augmente le risque de vivre une situation de faible revenu prolongée (Savard 2015, 17).

Dans toutes ces expériences, le rôle joué par les comités locaux pour l’engagement direct des citoyens dans les questions et les nécessités de la vie communautaire du quartier ou de la ville, avec une attention spéciale aux changements durables est central. Les territoires bénéficient ainsi d’un engagement direct et d’une capacité d’élaborer des stratégies de négociation qui sont un héritage du militantisme des années ’70 du XX^{ème} siècle. Tout ça a bien sûr été possible grâce aux lignes spécifiques de financement, stables et indépendantes de conditionnements politiques, prévues sur ces axes d’intervention.

4. LA “CLÉ TERRITORIALE” DE LA COHÉSION SOCIALE

Le Canada entier affronte aujourd’hui des transformations économiques et productives dont l’impact social et territorial connaît de fortes disparités régionales (Groulx 2011). Les processus d’appauvrissement de certaines régions progressent, notamment dans les zones métropolitaines (Walks 2010), et le Québec ne fait pas l’exception. Cela dit, dans le cadre d’une approche sociale-intégrative (Esping-Andersen 1990), la “Belle Province” continue d’affirmer sa propre identité spécifique dans le contexte fédéral. Celle-ci s’exprime notamment dans le secteur des politiques de lutte contre la pauvreté: rappelons à ce propos le rôle pionnier en Amérique du Nord de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale* en 2002.

La rhétorique de la crise mondiale et la contraction des ressources publiques pour les politiques sociales, unies à une forte augmentation de la pauvreté et de l’exclusion sociale depuis 2008, posent toutefois des défis nouveaux et massifs au “régime libéral du bien-être” de la “Belle Province” (Lefèvre, Boismenu, et Dufour 2011, 134). Le refus québécois de réduire la pauvreté à un phénomène où le seul responsable serait l’individu et à une simple question technique de mesure d’un seuil en sont un témoignage important (ibid., 132). Cette position du Québec est devenue un élément de grande discussion dans le débat interprovincial et national au Canada. Les tentatives d’éviter la rupture du mécanisme de redistribution des revenus sur le territoire et de contraster l’affirmation de logiques entrepreneuriales comme modalité hégémonique de gouvernance terri-

toriale sont, en ce sens-là, des modalités de conservation de la cohésion sociale et de protection du capital humain.

On pourrait dire qu'au Québec les théories et les pratiques de lutte contre la pauvreté sont déclinées de façon sans doute plus couteuse, mais sont aussi plus équitables, transversales, décentralisées et inclusives. Surtout, ces politiques n'oublient pas les difficultés des plus démunis et de la collectivité (dans les secteurs des logements, nouvelles mobilités, transports en commun, durabilité de la ville etc.).

L'espace est ainsi considéré comme une ressource ultérieure à mobiliser dans cette direction, interrogeant le potentiel du local comme cadre de lutte contre la pauvreté (Klein et Raufflet 2014).

Cette démarche géographique permet d'observer à la fois les formes spatiales engendrées par la pauvreté et les découpages territoriaux qui véhiculent les politiques et les stratégies activées, au même temps que les pratiques communautaires. En effet, au Québec des dispositifs de dialogue entre politiques sociales et politiques territoriales ont été mis en place. Ceux-ci prévoient la possibilité d'associer des interventions pour les territoires en crise à des interventions pour des personnes en difficulté et parviennent, de ce fait, à des résultats très intéressants, surtout dans un période de crise comme celle que l'on traverse actuellement. Dans des conditions de "défavorisation", la capacité à mobiliser des ressources locales permet en effet de revitaliser les collectivités locales touchées par l'appauvrissement et/ou l'exclusion. En ce sens, pour mieux mobiliser la dimension territoriale dans la lutte contre la pauvreté, le rôle de direction, la volonté politique et le partenariat des institutions fédérales et territoriales jouent un rôle clé. La performance de haute qualité du gouvernement provincial et des collectivités territoriales du Québec se révèle donc un atout pour soutenir la dimension locale en tant que pivot de l'action sociale.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bonerandi, Emmanuelle. 2009. "Pauvreté, inégalités et cohésion sociale dans les territoires européens". Dans *L'Europe. Aménager les territoires*, édité par Yves Jean et Guy Baudelle, 121-144. Paris: Armand Colin.
- Bonerandi, Emmanuelle, Camille Hochedez, Paolo Molinari, et Marius Suci. 2012. "Les échelles à la trappe. Objectifs européens de lutte contre la pauvreté et stratégies nationales". Dans *Actes du Colloque Géopoint 2010 "Les échelles pour*

- les géographes et les autres. Cultures, finalités et pratiques scalaires*”, Avignon, 3-4 juin 2010. Avignon: Groupe Dupont - UMR ESPACE 7300 du CNRS.
- Boulineau, Emmanuelle, et Emmanuelle Bonerandi-Richard, éd.s. 2014. *La pauvreté en Europe. Une approche géographique*. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Brun, Jacques, et Yvan Chauviré. 1983. “La ségrégation sociale. Questions de terminologie et de méthode”. *Espace, populations, sociétés* 1: 75-85.
- CEPE (Centre d’Étude sur la Pauvreté et l’Exclusion). 2012. *La pauvreté, les inégalités et l’exclusion sociale au Québec: état de situation 2012. Synthèse*. Québec: Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale.
- Doyon, Mélanie, et Thierry Deroo. 2014. “Développement territorial périurbain, réseau d’acteurs et innovation sociale. Le cas d’une coopérative internet dans la région de Montréal”. *Revue interventions économiques* 50. <http://interventionseconomiques.revues.org/2276>.
- Esping-Andersen, Gosta. 1990. *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Princeton: Princeton University Press.
- Fontan, Jean-Marc, Juan-Luis Klein, et Benoît Lévesque, éd.s. 2003. *Reconversion économique et développement territorial. Le rôle de la société civile*. Sainte-Foy (Québec): Presses de l’Université du Québec.
- Gavinelli, Dino. 2014. “Le Québec et ses potentialités géographiques. Lectures contemporaines entre nature et culture”. Dans *Premiers états généraux des études québécoises en Italie et perspective européenne*, édité par Paola Puccini, Jean-François Plamondon, Fabio Regattin, et Valeria Zotti. Bologna: Emil di Odoja.
- Groulx, Lionel-Henri. 2011. *Les facteurs engendrant l’exclusion au Canada. Survol de la littérature multidisciplinaire*. Québec: Centre d’étude sur la pauvreté et l’exclusion (CEPE).
- Klein, Juan-Luis, et Emmanuel Raufflet. 2014. “La lutte contre la pauvreté. Modèles d’action locale”. *Revue interventions économiques* 50. <http://interventionseconomiques.revues.org/2407>.
- Lefèvre, Sylvain, Gérard Boismenu, et Pascale Dufour. 2011. *La pauvreté. Quatre modèles sociaux en perspective*. Montréal: Presses de l’Université de Montréal.
- Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale. 2011. *Le Québec mobilisé contre la pauvreté. Profil statistique régional*. Québec.
- Molinari, Paolo. 2013. “Disuguaglianze sociali e spaziali in Canada”. In *A trent’anni dalla Patriation canadese. Riflessioni della dottrina italiana*, a cura di Eleonora Ceccherini, 122-136. Genova: Genova University Press.
- National Council of Welfare. 2011. *The Dollars and Sense of Solving Poverty*, vol. 130. Ottawa: Government of Canada Publications.
- OECD. 2008. *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries*. Paris: OECD.

- Painter, Joe, and Alex Jeffrey. 2009. *Political Geography*. London: Sage.
- Paugam, Serge. 2008. "Les formes de la pauvreté en Europe". *Regards croisés sur l'économie* 2: 8-18.
- Revelli, Marco. 2010. *Poveri, noi*. Torino: Giulio Einaudi.
- Ribardière, Antonine, Emmanuelle Bonerandi-Richard, Mélodie Martin, et Luc Merchez. 2014. "La pauvreté dans l'espace européen. Grilles de lecture". Dans *La pauvreté en Europe. Une approche géographique*, édité par Emmanuelle Boulineau et Emmanuelle Bonerandi-Richard, 17-32. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Roy, Marie-Renée, Guy Fréchet, et Frédéric Savard. 2008. "Travail et pauvreté au Canada". *Policy Options / Options politiques* 29 (8): 57-61.
- Sassen, Saskia. 2013. *Bridging Divides: Enabling Urban Capabilities*. Washington (DC): World Bank.
- Savard, Frédéric. 2015. *La persistance du faible revenu au Québec*. Québec: Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE).
- Séchet, Raymonde. 1996. *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*. Paris: L'Harmattan.
- Séguin, Anne-Marie. 1998. "Les espaces de pauvreté". Dans *Montréal 2001. Visages et défis d'une métropole*, sous la direction de Claude Manzagol et Christopher Bryant, 221-236. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Sen, Amartya. 1999. *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Walks, R. Alan. 2010. "New Divisions: Social Polarization and Neighbourhood Inequality in the Canadian City". In *Canadian Cities in Transition: New Directions in the Twenty-first Century*, edited by Trudi Bunting, Pierre Filion, and Ryan Walker, 170-190. Toronto: Oxford University Press Canada.
- Wilkinson, Richard, and Kate Pickett. 2009. *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better*. London: Allen Lane.